

PROJET SUR LA RÉFORME ADMINISTRATIVE MAROCAINE AU NIVEAU LOCAL

TANGER - 25-26 AVRIL 2019 | COMPTE RENDU

1 Objectifs

Un atelier d'échanges a été organisé les 25 et 26 Avril par la DGCL et le programme MENA-OCDE pour la gouvernance pour soutenir le processus de modernisation de l'administration engagé par les collectivités territoriales dans le cadre du processus de régionalisation avancée. Cet atelier est un événement clé du projet sur la réforme de l'administration locale dans la région de Tanger-Tétouan-Al-Hoceima, soutenu par l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID).

Convaincus que la réussite de la modernisation de l'action publique dépendra d'un dialogue fort entre les acteurs de l'administration centrale, les collectivités locales et les organisations de la société civile, l'atelier avait pour mission de mener un dialogue conjoint pour faire un état des lieux des réformes engagées, d'identifier les principaux défis de mise en œuvre par les autorités locales et de préparer des recommandations opérationnelles fondées sur le partage d'expériences des pays membres de l'OCDE.

2 Atelier d'échanges

L'atelier d'échanges a suivi la méthodologie de l'OCDE qui place le dialogue, le travail en réseau, la coopération et la valorisation des bonnes pratiques au cœur de son fonctionnement. Sur la base des observations recueillies lors de la mission exploratoire organisée en Juillet 2018, l'atelier a permis de partager l'expertise de l'OCDE et de faire intervenir cinq experts des pays de l'OCDE pour échanger leurs expériences et bonnes pratiques dans les domaines suivants :

1. Gestion des ressources humaines
2. Simplification administrative
3. Gouvernement ouvert et participation citoyenne.

Liste des experts:

- Mme Mónica Fernández Muñoz, Conseiller auprès du directeur général de la fonction publique, Ministère de la politique territoriale et de la fonction publique, Espagne
- Mme Emmanuelle Arnould, Responsable de projets, Centre National de la fonction publique territoriale, France
- M. Jesús Royo, Avocat, Conseil de la province de Saragosse et Président de l'Association des avocats des gouvernements locaux espagnols, Espagne
- Mme Luisa Gutiérrez Acebrón, Chef du gouvernement ouvert, Ministère de la politique territoriale et de la fonction publique, Espagne
- Mme Doreen Grove, Chef du gouvernement ouvert, Ecosse

3 Acteurs de la région rencontrés

- Représentants de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL)
- Présidentes des communes de : AIT IZDEG, LEGFIFATE, TAFRAOUT EL MOULLOUD, EL HAMMAM, LAATATRA, OULAD ZIYANE, AGDAL RIYAD, HASSANE.

- Présidents et directeurs de services des communes : OUEZZANE, M'DIQ – FNIDEQ, TETOUAN, LARACHE, CHEFCHAOUEN, AL HOCEIMA.
- Représentants des associations des collectivités locales
- Représentants de la société civile

Les résultats de ce travail d'échange doivent permettre le développement de recommandations opérationnelles dans un rapport à paraître sur la modernisation de l'administration locale dans la région de Tanger-Tétouan-AlHoceima.

4 Quelques conclusions générales

- Les réformes introduites dans le cadre de l'application des lois organiques de 2015 ont permis d'adapter et de moderniser l'ensemble des actes relatifs à la gestion des ressources humaines afin de parvenir à un juste équilibre entre les besoins opérationnels et les attentes du personnel. Cependant, les collectivités territoriales continuent de faire face à des difficultés qui entravent la modernisation de la gestion du personnel. Parmi les obstacles relevés lors des échanges sont la persistance des disparités entre les régions quant à la réaffectation des ressources financières, une performance entravée par un manque de personnel et une flexibilité limitée en matière de mobilité et contractualisation, ainsi qu'à une difficile gestion des compétences. Pour aider les collectivités à relever ces défis, les experts de l'OCDE ont partagé les bonnes pratiques adoptées en Espagne et France en terme de professionnalisation des agents, de développement des compétences et de développement de dispositifs innovants pour promouvoir la mobilité inter-administrative.
- Les échanges avec les représentants des collectivités territoriales montrent que des réformes ont été menées au niveau territorial pour décentraliser les services afin de promouvoir un égal accès à ces derniers et garantir une simplification des démarches administratives. Cependant, de nombreux défis restent à relever en matière de simplification du langage, de consultation citoyenne, d'unification des procédures et de formation aux nouvelles technologies. Une démarche cohérente entre les différents niveaux de gouvernement est à cet effet incontournable. L'expérience du conseil provincial de Saragosse dans la simplification de 500 processus administratifs, réduits à 60, a été présentée. Les travaux du conseil provincial de Saragosse et d'Alicante dans la mise en œuvre de la prestation intégrée des services électroniques au niveau de la province ont également été exposés.
- Les récentes réformes menées au Maroc destinées à promouvoir un gouvernement plus ouvert et une participation citoyenne accrue illustrent l'engagement du pays à poursuivre cette dynamique d'ouverture. La promulgation de la loi d'accès à l'information et l'adoption du plan national du gouvernement ouvert démontre la volonté du Maroc de s'aligner sur les normes internationales en matière de gouvernement ouvert. Cependant, il est nécessaire de soutenir davantage la sensibilisation et la formation des fonctionnaires locaux sur le sujet de la participation citoyenne et mettre en place les conditions nécessaires à un dialogue ambitieux et pérenne afin d'enraciner une culture du dialogue et de la consultation au sein des collectivités de la région. À cet effet, ont été présentées les expériences de plateforme citoyenne et d'observatoire de la Mairie de Madrid ainsi que des outils innovants et standards d'engagement créés en Ecosse pour un « leadership collectif » devant mener à la réalisation des Objectifs de développement durable.

5 Prochaines étapes

- Lancement du rapport final sur la modernisation de l'administration locale dans la région de Tanger-Tétouan-Al-Hoceima.
- Préparation d'une proposition de projet pour élaborer une deuxième phase du projet, en consultation avec la Direction Générale des Collectivités Locales et le Ministère de l'intérieur du Maroc.